

Algérie

Entre le FIS et le FMI

Un «Haut Conseil de Sécurité» a pris les rênes de pouvoir en Algérie. Il est composé de cinq membres: trois proches du premier ministre Ghazali, un général et une figure historique de la lutte d'indépendance. Le second tour des élections législatives a été reporté sine die et le risque d'une prise de pouvoir par le FIS est provisoirement écarté. Mais d'où vient le FIS? Représente-t-il les intérêts des classes pauvres contre l'impérialisme?

L'indépendance de l'Algérie, en 1962, fut une défaite de l'impérialisme français. Durant la présidence de Ben Bella et de Boumédiène, l'Algérie pu maintenir une économie nationale, à l'abri des ingérences économiques de la France et d'autres pays occidentaux. Sous la présidence de Chadli Bendjedid, à partir de 1980, ces orientations économiques ont petit à petit été remises en question.

Dépendance et privatisations

Dans le domaine industriel, le morcellement des grandes entreprises, même s'il n'a pas conduit directement à la privatisation, a favorisé considérablement la spéculation et le marché noir. (1) Au niveau agricole, la loi de décembre 1987 a ouvert la porte à la privatisation des terres. Des grandes propriétés foncières se recréent. Une nouvelle classe de spéculateurs est apparue. Malgré les émeutes contre la vie chère en octobre 88, le pouvoir a poursuivi dans la voie de l'«ouverture»: politique d'abord, en autorisant le multipartisme débridé (une cinquantaine de partis reconnus), économique ensuite, en concluant un important accord avec le Fonds Monétaire International.

Pour la France et les autres puissances occidentales, il importait avant tout de poursuivre sur cette voie, même avec le FIS au pouvoir. Des garanties auraient été obtenues, de sorte «qu'il n'y a pas de crainte majeure pour les plus importants projets dans les hydrocarbures». (2)

Le Figaro rapporte que, lors d'une rencontre à Téhéran avec le FIS, le gouvernement français aurait obtenu l'assurance que les intérêts français ne seraient pas mis en péril avec un gouvernement FIS. (3)

Les origines du FIS

Le Front Islamique de Salut a très tôt su tirer parti de la crise économique. Avant octobre 88, le FIS, comme tous les autres partis, était interdit. Mais le courant intégriste n'en n'était pas moins actif. Au lendemain de l'indépendance, ceux qui deviendront les leaders du FIS et des autres partis intégristes (En-Nahda, Hamas) créent l'association *Al Qiyam*. Elle s'en prend au président Ben Bella, l'accusant de s'entourer de «gauchistes irresponsables, dont la majorité étaient des conseillers communistes étrangers voire apatrides», et de traiter l'Algérie «comme une femme adultère, qui couche discrètement dans le lit de Staline» (4). Ben Bella fait interdire l'association. Sous le régime de Boumédiène, l'activité des Frères Musulmans est sévèrement réprimée. C'en est que sous le régime de Chadli Bendjedid que les intégristes peuvent à nouveau s'organiser plus librement, investir les mosquées. Au cours des émeutes de 1988, ils apparaissent au grand jour, récupèrent le mécontentement populaire en promettant d'éliminer le chômage et la misère. Lors des élections municipales du 12 juin 1990, le FIS remporte la majorité dans toutes les grandes villes.

La gestion des communes à majorité FIS est loin d'être à la hauteur des promesses pré-électorales. La presse algérienne relate nombre de cas de corruption commis par ces nouveaux élus. Risquant ainsi de perdre sa popularité, le FIS presse le pouvoir d'organiser des élections anticipées et lance, le 23 mai 1991, un mot d'ordre de grève générale. Cette grève réactionnaire sera condamnée par tous les partis... sauf un, le Parti des Travailleurs (PT), un parti trotskiste! (4) La grève est un échec, mais le FIS poursuit dans le jusqu'au-boutisme en lançant des provocations armées le 4 juin. L'armée intervient, proclame l'état de siège et fait arrêter les deux dirigeants du FIS, Abassi Madani et Ali Belhadj.

Parmi la population et les partis démocrates, c'est plutôt le soulagement, même si certains désapprouvent l'interruption du processus électoral. Il n'y a que Louiza Hanoun, avocate féministe et dirigeante du PT, pour réclamer à corps et à cri, la libération des dirigeants du FIS au nom de la «démocratie»!

Le FIS et les spéculateurs

Il serait faux de voir dans le FIS le parti qui apporte une quelconque solution aux démunis, à la majorité du peuple algérien. Le FIS a bien lancé quelques initiatives spectaculaires de «secours islamique», visant à fidéliser son électorat, mais les dirigeants du FIS sont bien connus pour leur appartenance à cette nouvelle classe de spéculateurs. A Oran par exemple, tout le monde sait que le FIS représente les intérêts des bijoutiers et trafiquants d'or, qui prolifèrent. Parmi les conseillers de Madani, on retrouve des fils de bachagas, ces anciens propriétaires terriens, proches des colons français. Dans la plaine de la Mitidja, les islamistes ont tenté de mettre sur pied, en 89,

une association de défense des anciens propriétaires terriens. (5)

Les modèles du FIS: Iran, Arabie Saoudite, Soudan

Le FIS n'est pas non plus un parti anti-impérialiste. Son origine et son attitude dans la guerre du Golfe sont là pour le prouver. L'essor fulgurant du FIS est principalement dû aux sommes importantes versées à ses dirigeants par l'Arabie Saoudite. Au début de la guerre du Golfe, le FIS évitait d'inculper ses amis saoudiens et condamnait le régime irakien. Mais très vite, il s'est rendu compte qu'un tel bailleur de fond risquait de détruire toute sa popularité en Algérie. Les masses soutenaient l'Irak sans réserve. Aussi le FIS a révisé son discours et surtout diversifié ses sources de financement, l'Iran ayant généreusement proposé ses services. Ce qui lui a permis de mener campagne contre les Américains et les «juifs», responsable de tous les maux de la planète. Antisémisme et anti-communisme sont deux constantes dans le discours des intégristes algériens. «Le communisme est le frère jumeau du nazisme», affirme l'organe du FIS, *El Mounquid*. (6) Dans un article intitulé «le youpin et le rouge», l'hebdomadaire intégriste *L'éveil* parle «des peurs ataviques développées aussi bien par la juiverie que par les communistes». Dans le même journal, on peut voir une caricature du président du syndicat national, l'UGTA, avec un couteau entre les dents! (4) Dans sa campagne pour les élections législatives, le FIS a promis aux Algériens la fin de tous ses problèmes avec un «Etat islamique». Le programme économique reste vague, mais le FIS ne cache pas son soutien à une économie libérale («liberté totale de commerce»), à la privatisation des entreprises nationales et aux investissements étrangers. Abassi Madani a déclaré que «l'économie de marché figure dans les projets du FIS depuis bien longtemps». (7) Le FIS œuvre pour l'instauration d'un «Etat islamique inspiré des expériences d'Iran, d'Arabie saoudite et du Soudan», a déclaré le responsable des relations extérieures du FIS, Rabah Kibir. (8)

Elections démocratiques? Quelle alternative?

Sur le succès électoral du FIS, il faut se poser tout d'abord des questions de fond. Que valent ces voix accordées au FIS dans un pays écrasé par la dette extérieure (26 milliards de \$ en 89), quand l'électeur s'est vu promettre le paradis au cours d'une campagne bien financée, et relayée dans les grandes mosquées («voter pour le FIS, c'est voter

pour l'Islam»). De plus, le succès électoral du FIS est plus que relatif. Seuls 20% des électeurs l'ont plébiscité: 29% ont voté pour d'autres partis et 51% n'ont pas voté. Dans pratiquement toutes les wilayas (provinces) du pays, le FIS a perdu des voix par rapport aux élections communales, et jusqu'à 60%! (Skikda, Mostaganem) (9)

Le coup d'Etat, organisé par l'armée algérienne, a écarté provisoirement la prise de pouvoir par le FIS. Mais il n'est pas du tout évident qu'une alternative se mette en place pour orienter à nouveau l'économie algérienne vers un développement national. Tous les partis «démocrates» se prosternent en coeur devant les vertus du pluralisme bourgeois et de l'économie de marché. Et les trotskistes ne sont pas les moindres. «Les masses doivent d'abord faire l'expérience de la démocratie de façade avant de comprendre son illégitimité» (10), écrivent les membres du POS algérien (PST). On a bien vu au Nicaragua où la «démocratie de façade» a mené le peuple: dans les bras des multinationales américaines. Mais pour ces trotskistes algériens, «la révolution n'est pas finie au Nicaragua, elle ne fait que commencer»! (10)

Ils sont trop rares ceux qui mobilisent les masses algériennes contre leur véritable ennemi, les multinationales occidentales, le FMI, ces artisans de misère qui ont déjà dévasté toute l'Afrique et l'Amérique latine. C'est pourtant ce seul combat qui pourra redonner l'espoir au peuple algérien et le tirer des illusions du FIS.

CATHERINE DUON

(1) Octobre, Abed Charef, Ed. Laphomie, Alger 1990. (2) *Le Nouvel Economiste*, 10 janvier 1992. (3) *Le Figaro*, 16 janvier 1992. (4) *L'éveil*, hebdomadaire proche du FIS, 13 janvier 1992. (5) Parti de Louiza Hanoun (4ème Internationale en reconstruction). (6) La fracture algérienne, Dominique Sigaud, Calmann-Lévy 1990, pp. 177, 259. (7) *El Mounquid*, 5 octobre 1990. (8) *Le jeune Indépendant*, 14 mai 1991. (9) *El Hayat*, 4 janvier 1992. (10) *Le Matin (Algérie)*, 12 janvier 1992. (10) *El Khatwa*, journal du PST (4ème internationale), septembre 1990.

Conférence sur l'Algérie au Centre International, Boulevard Lemonnier 171, 1000 Bruxelles.

Le déclin algérien: une analyse

par Abdelkader Djeghloul, journaliste au Monde Diplomatique, collaborateur des revues *Politis*, *Maghreb-Machrek* et *Algérie Actualité*. Jeudi 6 février à 20h.



Hassi Messaoud, c'est le plus important gisement de gaz algérien. Lors de la lutte d'indépendance, la France avait proposé au FLN de garder le Sahara, où elle venait de découvrir d'importants gisements. Vingt ans plus tard, après avoir fait chuter de 34 dollars le baril, en 81, à 17 dollars aujourd'hui, l'impérialisme presse à nouveau l'Algérie de céder une partie de ses gisements. (Caricature: El Manchar)